

## EXTRAIT

### Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

#### DELIBERATION N° 12/2021 – 21

#### **OBJET : FINANCES**

#### **Ouverture des crédits d'investissement pour l'exercice 2022 (Budget Principal et budget collecte et traitement des déchets)**

L'An deux mille vingt et un et quatorze du mois de décembre (**14.12.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 décembre 2021, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint Nicolas de la Grave, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

#### **CONSEILLERS PRESENTS :**

M. BRIOIS Dominique, Président  
M. BESIERS Jean-Philippe, 1<sup>er</sup> Vice-Président  
M. LOPEZ Romain, 2<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FORNERIS Dominique, 3<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. GARGUY Bernard, 4<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme FEAU Annie, 5<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. BOUCHÉ Bernard, 6<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. SAMAIN Hugues, 7<sup>ème</sup> Vice-Président  
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9<sup>ème</sup> Vice-Présidente  
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué  
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué  
Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°12) - M. FERVAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - M. LABORIE Michel - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATA LA Claudine - Mme GAYET Stéphanie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - M. USSEGLIO Philippe

#### **CONSEILLERS REPRESENTES :**

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué  
M. DUPUY Guy  
Mme BAJON-ARNAL Jeanine  
M. KOZLOWSKI Éric  
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°11)  
M. DURRENS Serge  
Mme PAYSSOT Céline  
M. REMIA Alex  
M. BON Philippe  
Mme LOPEZ Sophie  
M. THIERS Jean-Christophe  
Mme LAFFINEUR Nicole  
M. BOUSQUET Franck  
Mme BADENS Véronique  
M. FOURNIÉ Philippe

est représenté par Olivier SEVEGNES, conseiller municipal  
est représenté par Jean-Paul FEGNÉ, conseiller municipal  
a donné procuration à Michel PONS  
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS  
a donné procuration à Jean-Philippe FERVAL  
a donné procuration à Michel PONS  
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO  
a donné procuration à Nadia BETIN  
a donné procuration à André ANGLES  
a donné procuration à Pierrette ESQUIEU  
a donné procuration à Jérôme POUGNAND  
a donné procuration à Any DELCHER  
a donné procuration à Estelle HEMMAMI  
a donné procuration à Jean FEGNÉ  
a donné procuration à Bernard BOUCHÉ

#### **ABSENTS EXCUSES :**

M. LAFONT Hubert, 8<sup>ème</sup> Vice-Président  
M. EIDESHEIM David  
M. PUCHOUAU Pierre

#### **ABSENTS NON EXCUSES :**

M. CRUBILÉ Jean-Luc  
Mme TRESSSENS Christiane  
M. PAILLAS Alain  
Mme MOREL Michelle

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Nadine DUPOUY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Vu** l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant :

« Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de procéder à une ouverture de crédits anticipée en investissement pour l'exercice 2022 sur le budget principal et le budget collecte et traitement des déchets, étant précisé que ce montant constitue une autorisation de crédits plafonds.

## AR Prefecture

082-200066322-20211216-DEL12202121-DE

Reçu le 16/12/2021

Publié le 16/12/2021

## Budget Principal :

<i>Chap./Articles</i>	<i>Désignation</i>	<i>Total Budget + DM 2022</i>	<i>Ouverture crédits 2022 25 %</i>
<b>20</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>486 969,74</b>	<b>121 742,44</b>
202	Frais liés doc. urbanisme & numérisation cadastre	131 282,20	32 820,55
2031	Frais d'études	320 997,54	80 249,39
2051	Concessions et droits similaires	34 690,00	8 672,50
<b>204</b>	<b>Subventions d'équipement versées</b>	<b>1 253 024,32</b>	<b>313 256,08</b>
2041412	Bâtiments et installations (Communes membres)	533 325,73	133 331,43
204182	Bâtiments et installations (Organismes publics divers)	7 500,00	1 875,00
20422	Bâtiments et installations (Personnes de droit privée)	705 231,02	176 307,76
2046	Attributions de compensation d'investissement	6 967,57	1 741,89
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>651 585,82</b>	<b>162 896,46</b>
2111	Terrains nus	5 500,00	1 375,00
2152	Installations de voirie	15 000,00	3 750,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	14 606,00	3 651,50
2182	Matériel de transport	55 000,00	13 750,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	24 971,99	6 243,00
2184	Mobilier	13 900,00	3 475,00
2188	Autres immobilisations corporelles	522 607,83	130 651,96
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>11 595 442,03</b>	<b>2 898 860,51</b>
2313	Constructions	9 612 734,23	2 403 183,56
2315	Installation, matériel et outillage techniques	454 800,00	113 700,00
2317	Immo. corp. reçues au titre d'une mise à dispo.	1 027 907,80	256 976,95
238	Avances versées sur comm.immo.corporelles	500 000,00	125 000,00
<b>Total Général Budget Principal</b>		<b>13 987 021,91</b>	<b>3 496 755,48</b>

## Budget collecte et traitement des déchets :

<i>Chap./Articles</i>	<i>Désignation</i>	<i>Total Budget + DM 2021</i>	<i>Ouverture crédits 2022 25 %</i>
<b>21</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>530 263,96</b>	<b>132 565,99</b>
21578	Autre matériel et outillage de voirie	3 000,00	750,00
2158	Autres install., matériel et outillage techniques	5 000,00	1 250,00
2182	Matériel de transport	245 102,82	61 275,71
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	2 000,00	500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	275 161,14	68 790,29
<b>23</b>	<b>Immobilisations en cours</b>	<b>424 261,66</b>	<b>106 065,42</b>
2313	Constructions	424 261,66	106 065,42
<b>Total Général Budget Collecte et Traitement des déchets</b>		<b>954 525,62</b>	<b>238 631,41</b>

Vu l'avis de la commission communautaire Finances et actions de mutualisation et de coopération du 2 décembre 2021 ;

**AR Prefecture**

082-200066322-20211216-DEL12202121-DE

Reçu le 16/12/2021

Publié le 16/12/2021

Vu l'avis de la conférence des maires en date du 7 décembre 2021 ;

**DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Le Conseil Communautaire :

- **accepte** l'ouverture de crédits proposée ci-dessus ;
- **autorise** Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses proposées ;
- **dit** que les crédits seront repris au budget primitif 2022 lors de son adoption.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Prefecture le : 16/12/2021

Publication le : 16/12/2021

Notification le : .....

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES  
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

D. BRIOIS



Membres en exercice : ..... 62

Présents : ..... 43

Votants : ..... 55

Adoptée à l'unanimité des votants